



Retrait de la loi « travail »

Journées de grèves et de manifestations

Mardi 17 et Jeudi 19 mai 2016

Il a osé !

Après le mépris envers les nombreux manifestants mobilisés depuis des mois contre le projet de loi El Khomri, ainsi qu'à l'égard des 74% de français qui rejettent ce texte de destruction sociale, le gouvernement fidèle aux injonctions de Bruxelles et du patronat, a décidé de recourir à l'article 49.3 de la constitution. Ce nouveau coup de force gouvernemental nous invite à amplifier l'action pour l'avenir de notre droit du travail!

Loin de provoquer ce que recherche sans doute à créer ce coup de force (la démotivation et le sentiment d'impuissance de l'action), cette décision du premier ministre confirme au contraire la fébrilité, l'échec et l'aveu de faiblesse de ce gouvernement.

Cette énième trahison et cette détermination libérale à vouloir briser notre modèle social (droit du travail, protection sociale, retraite, services publics, territoires) est une catastrophe politique, économique et sociale sans nom. D'autres choix sont possibles (sécurité sociale professionnelle, 32 h...) et sont exprimés depuis des mois lors des manifestations, actions et mouvements qui jalonnent notre pays et notre département.

Ne l'oublions pas !

Le projet que veut nous imposer le Premier ministre prévoit notamment :

- Des accords d'entreprise qui permettront des droits inférieurs à la loi ou aux conventions collectives de branche
- La possibilité de procéder à des licenciements économiques même quand l'entreprise se porte bien
- Un temps de travail quotidien maximal porté de 10 à 12 h par accord d'entreprise
- La baisse de la majoration des heures complémentaires (de 25 à 10%) pour les temps partiels

Aujourd'hui comme hier, dans l'unité syndicale, avec la jeunesse et une écrasante majorité de l'opinion publique, nous sommes au contraire renforcés et confortés pour poursuivre la lutte et gagner le retrait pur et simple de la loi dite « travail ».

Nous sommes majoritaires dans le pays, la raison est avec nous et l'avenir de nos droits comme de notre respect se joue maintenant.

Nous sommes confiants dans la force que représente l'unité et l'intervention la plus large du monde du travail et des forces de progrès.

La CGT Paris invite tous les salariés, jeunes, privés d'emplois et retraités du département à rejoindre et amplifier l'action en participant massivement aux prochaines journées d'actions nationales et interprofessionnelles des 17 et 19 mai prochains.

Partout, nous appelons à la généralisation des assemblées de personnels dans les entreprises et établissements, à la grève et à sa reconduction jusqu'à notre victoire collective.

C'est le moment de rejoindre la bataille, de lutter pour nos revendications locales et d'accroître le rapport de force global.